

Responsables

N° 429 • 4^{ème} trimestre 2015 mouvement chrétien des cadres et dirigeants



FOROUM

www.mcc.asso.fr • 7 € • ISSN 0223 5617

Comment faire société ? Université d'été du MCC du 19 au 23 août 2015

Dans ce numéro

- **La liberté d'expression aux défis des religions**, Jacques Peter p. 4
- **Agir pour le bien commun en entreprise**, Tristan et Patricia Lormeau p. 9
- **« Lorsque vivre n'est pas facile, le vivre ensemble en pâtit »**, Mgr Pontier p. 12
- **Azzedine Aïnouche, responsable religieux musulman**, Azzedine Aïnouche p. 18
- **La doctrine sociale de l'Église pour nous aider**, Grégoire Catta p. 22
- **Vie d'équipe**, p. 24

sommaire

4 La liberté d'expression aux défis des religions

Les attentats commis à la rédaction de Charlie Hebdo ont été le point de départ de la réflexion à l'Université d'été. **Jacques Peter** revient sur les conditions d'exercice de la liberté d'expression, droit chèrement acquis au fil des siècles et garant du vivre ensemble : faut-il l'assortir aujourd'hui de limites ?

6 40 ans de mutations qui doivent questionner le MCC

Témoin et acteur des évolutions qui marquent la vie au travail dans la société française depuis 40 ans, **Alain Heilbrunn** identifie les facteurs qui ont contribué, selon lui, à détricoter les modes de fonctionnement de notre vivre ensemble.

9 Agir pour le bien commun en entreprise

Le bien commun ne relève pas de la seule responsabilité de l'État : il s'expérimente aussi en entreprise, plaident vivement **Patricia et Tristan Lormeau**. Dans ce laboratoire où se concrétise le vivre ensemble, les professionnels chrétiens doivent saisir les marges de manœuvre ouvertes. Le service du bien commun en pratique !

12 « Lorsque vivre n'est pas facile, le vivre ensemble en pâtit »

Marseille au passé plurimillénaire, mosaïque communautaire posée au bord de la Méditerranée, cité de contrastes économiques et sociaux, pourtant animée d'une volonté de vivre ensemble : **Mgr Pontier** témoigne de sa complexité, de ses richesses et tensions.

15 À la rencontre des musulmans, nos frères

Très tôt **Raphaël Deillon** entre en contact avec le monde musulman. Pour *Responsables*, il fait le récit d'un itinéraire de rencontres, guidé par l'Esprit Saint. Oui, il est possible de vivre ensemble, démontre le missionnaire d'Afrique.

18 Azzedine Aïnouche, responsable religieux musulman

En proie à des tensions internes aux racines souvent extra-territoriales, l'islam de France souffre des difficultés économiques et sociales qui peuvent affecter la communauté de ses croyants. Dès lors comment initier un dialogue interreligieux constructif s'interroge **Azzedine Aïnouche** ?

20 Quels fruits spirituels pour nous ?

En panne, le modèle français d'intégration ne favorise plus la cohésion sociale. Face à ce constat préoccupant, **Agnès Fontaine** nous exhorte à relever le défi : qu'avons-nous fait de notre espérance chrétienne ? Et de son invitation à agir ici et maintenant ?

22 La doctrine sociale de l'Église pour nous aider

Puisée à la source de l'Évangile, la pensée sociale de l'Église est un matériau précieux pour qui entend rechercher le bien commun. **Grégoire Catta s.j.**, la convoque au chevet du vivre ensemble.

24 Vie d'équipe : comment la rencontre avec d'autres croyants ravive ma foi ?

Par les liens que nous tissons, nous pouvons participer à la construction d'un authentique vivre ensemble, respectueux de nos différences. Comment suis-je à l'écoute de l'autre, comment j'accueille ce qu'il est ? Forts de leurs 21 ans d'expatriation, **Jocelyne et Bruno Boulnois** nous emmènent sur la voie exigeante de cette expérience de vie et de foi.

Le comité de rédaction remercie tout particulièrement les co-organisateurs de l'Université d'été, notamment Florence Girod, Chiara Maniero et Jacques Peter, aux côtés d'Hubert Hirrien, pour leur implication précieuse dans l'élaboration de ce numéro qui a été rédigé avant les événements du 13 novembre.

Éditeur : U.S.I.C. - 18 rue de Varenne - 75007 Paris - tél. 01 42 22 18 56 - contact@mcc.asso.fr

Commission paritaire n° 0417 G81875

Directeur de la publication : Alain Heilbrunn - Rédactrice en chef : Marie-Hélène Massuelle

Comité de rédaction : Françoise Alexandre, Anne-Marie de Besombes, Pierre-Olivier Boiton, Catherine Coulomb, Solange de Coussemaker, Claire Degueil, Isabelle Lambret, Robert Migliorini a.a., Christian Sauret, Dominique Semont

Iconographie, réalisation et mise en page : Anne-Catherine Putz - Relecture : Odile Bordon

Pour recevoir une version papier : 7 € (frais de port compris) le numéro / 28 € (frais de port compris) les 4 numéros - à commander aux coordonnées ci-dessus.

Parlons-en !

La fraternité, chemin, pari et horizon

« *Annus horribilis* ».

Faudra-t-il reprendre de ce côté de la Manche l'expression de la reine Elizabeth II pour qualifier 1992, en se remémorant ce que la France aura traversé au long de 2015 ? Les attentats des 7 et 9 janvier, du 13 novembre, l'augmentation presque sans répit du chômage, un vote inégalé pour les candidats du Front National lors des Régionales de décembre...

Les temps s'avèrent en effet difficiles dans une France riche et inquiète. Jusqu'où accueillir chez nous et en Europe ces centaines de milliers de réfugiés qui échappent aux guerres du Proche et Moyen-Orient comme à la misère, en particulier en certains pays d'Afrique ? Faut-il aller faire la guerre en Syrie ? Dans le ciel seulement ou aussi au sol ? Force est de constater que notre nation doute d'elle-même, de sa générosité, de ses valeurs et de sa responsabilité.

Ces questions étaient dans les esprits des participants de l'Université d'été du MCC. Celle-ci a de nouveau pris place à La Baume (Aix-en-Provence). Avec aussi toute une journée vécue, mi-studieuse mi-détente, à Marseille. Vous en trouverez ici les principales interventions. Comme souvent dans notre Mouvement, elles croisent les témoignages, les expériences de terrain, la réflexion sur les territoires et l'histoire. En des journées où le débat, le temps personnel, la prière, tissent fortement la fraternité.

Cette fraternité fleurit à chaque page de l'Évangile. Elle est tout autant inscrite dans la devise de notre République. Nous savons ce trésor essentiel et menacé, fragile en un mot. Il cherche des cœurs ardents et créatifs pour construire patiemment ce « vivre ensemble ».

Post scriptum : 2015 se termine également par l'accord *Climat* de la COP 21. Le résultat est au-delà de l'espoir de beaucoup des négociateurs. L'urgence est bien, maintenant, de le mettre en oeuvre.



DR

P. Hubert Hirrien s.j.,
aumônier national

« Cette fraternité fleurit à chaque page de l'Évangile. Elle est tout autant inscrite dans la devise de notre République. Nous savons ce trésor essentiel et menacé »

ANALYSE

La liberté d'expression aux défis des religions

L'assassinat de dix collaborateurs ou invités de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015, dans les locaux du journal, a brutalement questionné notre société sur ses lois et ses usages en matière de liberté d'expression. Comprenant le droit d'opinion, d'information, le droit à la critique, à la polémique et à l'humour, cette liberté exclut, en droit français, diffamation, injure, haine raciale, apologie des crimes contre l'humanité, propos antisémites, racistes, homophobes, etc. Jusqu'où peut-elle aller en particulier en matière de religion ? Le point avec Jacques Peter.

Au-delà de la condamnation sans réserve des crimes commis ce 7 janvier, des voix se sont interrogées sur la liberté de moquer les religions assurée par le droit français. N'est-elle pas une invitation à blesser, dangereuse dans notre monde global et multiculturel ? Ne convient-il pas de la restreindre par respect des diverses croyances et pour apaiser notre société ? L'Université d'été du MCC a pris le temps de poser ces questions difficiles qui n'appellent pas de réponse simple.

● **Point de vue légal**

Dans un contexte de tensions communautaires et d'interrogations sur le modèle social danois, le quotidien *Jyllands-Posten* a publié en septembre 2005 une série de caricatures du prophète de l'islam. Ces dessins, diffusés par des relais diversement intentionnés, ont provoqué de vives protestations dans des pays à majorité musulmane et valu à leurs auteurs de lourdes menaces. Indignés par celles-ci, *Char-*

lie Hebdo et d'autres organes de presse ont republié en 2006 tout ou partie des dessins. L'hebdomadaire a été assigné en justice en 2007 pour injure à l'égard d'un groupe religieux ; il a été relaxé. Cette affaire a eu en janvier le prolongement tragique et inacceptable qu'on sait.

La relaxe de *Charlie Hebdo* n'était que logique au regard du droit français actuel qui interdit qu'on moque les fidèles de toutes les religions mais autorise qu'on raille leurs dogmes, leurs saints, leurs prophètes ou leur(s) dieu(x), ainsi que le rappelle le jugement rendu le 22 mars 2007 : « (...) en France, société laïque et pluraliste, le respect de toutes les croyances va de pair avec la liberté de critiquer les religions quelles qu'elles soient et avec celle de représenter des sujets ou objets de vénération religieuse ; (...) le blasphème, qui outrage la divinité ou la religion, n'y est pas réprimé (...). « Ainsi, en dépit du caractère choquant, voire blessant, de cette caricature pour la sensibilité des musulmans, le contexte et les circons-

« *Le droit français actuel interdit qu'on moque les fidèles de toutes les religions mais autorise qu'on raille leurs dogmes, leurs saints, leurs prophètes ou leur(s) dieu(x)* »

tances de sa publication dans le journal *Charlie Hebdo* apparaissent exclusifs de toute volonté délibérée d'offenser directement et gratuitement l'ensemble des musulmans ; (...) les limites admissibles de la liberté d'expression n'ont donc pas été dépassées.»

● **Perspective historique**

Cette liberté de propos vis-à-vis des religions est une mesure tout à fait compréhensible dans un État « laïque, ni athée, ni religieux » qui « protège toutes les religions, garantit le droit de ne pas en avoir et de les critiquer toutes » (André Comte-Sponville, « La liberté d'expression, les grands textes de Voltaire à Camus », *Le Monde Hors-Série*, mars 2015).

La liberté d'expression a été introduite pour la première fois en France par l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Elle eut cours dans les premières années de la Révolution mais souffrit ensuite de longues périodes de suspension et de rudes entraves, jusqu'à la loi sur la presse de la III^e République (1881). Elle fut notamment un des enjeux de la révolution de 1830 puisque l'une des ordonnances de Juillet de Charles X visait précisément à suspendre la liberté relative accordée alors à la presse. Plus généralement, considérant textes et dessins du 19^e siècle, on réalise que la liberté d'expression a été alors l'objet d'un très vif désir, le sujet de vibrants élans littéraires (de Chateaubriand, Victor Hugo...), le cheval de bataille de dessinateurs de première force (Daumier, Philippon...) et, bien sûr, l'un des enjeux de révolutions coûteuses en vies humaines. Cette perspective historique ainsi que la triste carte contemporaine de l'état de la liberté de la presse doivent, sans contester, nous faire sentir le prix de la liberté dont nous jouissons en France.

« L'État laïque n'est ni athée, ni religieux, c'est pourquoi il protège toutes les religions, garantit le droit de ne pas en avoir et de les critiquer toutes »

« La Bible nous met en garde contre le mal que peut occasionner la parole humaine (Jacques 3,8) et dénonce ses usages mauvais : faux témoignage, jugement abusif et blasphème »



Ingénieur-chercheur dans un centre d'études et recherches aéronautique, Jacques Peter a publié un recueil de nouvelles à L'Harmattan (*La Sagesse de la panthère*, 2009)

● **À l'écoute de l'Évangile**

Il n'est pas question, cependant, d'ignorer ici les blessures que peuvent causer aux fidèles, chrétiens, musulmans, juifs... les dessins ou textes de la presse satirique ou de tel humoriste provocateur. Ni de ne pas souligner que le droit français maintient entre « moquer une religion » (légal) et « moquer ses fidèles » (illégal) une distinction assez mince, comme si cela n'impliquait pas ceci.

Bien sûr, la Bible nous met en garde contre le mal que peut occasionner la parole humaine (Jacques 3,8) et dénonce ses usages mauvais : faux témoignage, jugement abusif et blasphème, notamment. La pratique de l'Évangile donc devrait modérer l'expression des chrétiens, leur donnant le souci de ne blesser aucune communauté. De plus, saint Paul nous a appris à régler nos relations en respectant, et notre foi, et l'interdit d'autrui (1 Co 10,23-33). Une parole précieuse, sans doute, pour bien vivre ensemble.

● **JACQUES PETER**

POINT DE VUE

40 ans de mutations qui doivent questionner le MCC

Diplômé en 1968, Alain Heilbrunn considère qu'il appartient à une génération qui a bénéficié de tout ce qu'a apporté la doctrine sociale chrétienne en un siècle et demi : un travail facile à trouver grâce à une économie en croissance, un CDI, la stabilité dans l'emploi, un travail protégé, une protection sociale complète et des dirigeants de culture chrétienne qui avaient un vrai sens social. Parce que tous ces acquis se sont fissurés, il nous invite à repenser ce qui doit constituer le vivre ensemble.

Quelles sont les principales évolutions qui doivent retenir l'attention des membres du MCC ? Je citerai les points suivants qui me semblent majeurs sans être toutefois exhaustifs.

● Le consensus politique en panne

Depuis 1945, nous vivons sur le même consensus : « si vous m'écrivez, je vais créer des emplois et augmenter le pouvoir d'achat ». Cette double promesse n'est plus possible : l'ouverture spectaculaire des marchés a créé beaucoup de richesse supplémentaire dont nous avons bénéficié mais a déplacé beaucoup d'activités vers des pays à coût de main-d'œuvre plus bas et au dynamisme plus grand. Nous avons perdu à peu près la moitié de notre activité industrielle. Avec une croissance de 1 à 1,5 % par an, il n'y aura plus de création nette d'emplois alors que notre population en âge de travailler ne baisse pas comme chez nos voisins et qu'il faudra bien reculer encore l'âge de départ en retraite.

C'est le plus grand défi de notre société car nous avons construit un système dans lequel schématiquement ceux qui ont un emploi sont assurés de le

« Notre population en âge de travailler ne baisse pas comme chez nos voisins et il faudra bien reculer encore l'âge de départ en retraite »



Ancien dirigeant dans l'industrie, ancien responsable national du MCC, Alain Heilbrunn participe aujourd'hui à de nombreux groupes de réflexion et est président de l'USIC

garder et ceux qui n'en ont pas sont assurés de ne pas en trouver. Cette situation n'est pas tolérable et il faudra bien prendre du travail à ceux qui en ont pour en donner à ceux qui n'en ont pas. Car le vrai conflit social aujourd'hui est là. Qui aura le courage de s'y attaquer ?

● **Un pouvoir d'achat qui se languit**

C'est tout aussi explosif politiquement. Nous ne créons plus assez de richesses pour pouvoir augmenter les salaires et les très abondantes prestations sociales. Au cours des dix dernières années, les États-Unis ont réduit de moitié leur écart de salaire avec la Chine et l'émergence des gaz de schiste a réduit leur coût d'accès à l'énergie. Leur économie repart de façon très dynamique. Qu'avons-nous fait pour redynamiser la nôtre ?

Une stagnation ou une baisse du pouvoir d'achat dans un pays qui n'a jamais été aussi riche et où une large majorité vit bien ne me semblent pas un drame à condition qu'il y ait autre chose en échange : plus de solidarité, plus de respect de l'environnement, peut-être de meilleures conditions de vie, de meilleures infrastructures, une amélioration de la santé...

● **Des écarts de rémunération qui explosent**

Dans un contexte d'arrogance du système financier qui veut asservir toute la société à ses propres intérêts et distribuer des rémunérations exorbitantes à ceux qui peuvent se servir au passage, nous assistons à une envolée des hautes rémunérations au détriment de toutes les autres. Aux USA, les 1 % des revenus les plus élevés empochent 20 % du total des revenus. Ils ont accaparé, en 30 ans, 90 % de l'accroissement de richesse produite alors que dans le même temps, les salaires moyens ont stagné et que se sont développés des emplois précaires sous-payés. C'est un sujet qui doit questionner le MCC. On ne peut pas bâtir un consensus social sur une situation considérée comme illégitime. Poser la question de l'évolution de l'éventail des rémunérations est indispensable. Mais où agir ? Qui osera prendre les décisions qui s'imposent ?

● **La relation au travail a changé**

Pour moi le travail a été l'occasion de me dépasser, de me révéler et de me

valoriser. Qu'en sera-t-il pour ceux qui arrivent sur le marché du travail ? Trouveront-ils les conditions de sécurité et de reconnaissance dont ils auront besoin ? Qu'attendent-ils d'ailleurs ?

Le travail lui-même change : le court terme et l'insécurité sont devenus la norme au point que le travail n'est plus un projet de vie et n'aide plus le salarié à avoir une vision à long terme de sa propre vie (cf. les travaux du sociologue Richard Sennett).

● **L'environnement, préoccupation majeure**

Je me réjouis de la prise de position forte de notre pape dans *Laudato si'*, en matière de respect de la nature ou de modération dans l'utilisation de ressources non renouvelables. Je suis moins enthousiaste de ses positions critiques exprimées le 9 juillet à Santa Cruz sur le fonctionnement de l'économie de marché. Oui, tous les excès du capitalisme sont condamnables. Mais créer de la croissance économique est aussi un bien souhaité par la doctrine sociale chrétienne et par le pape lui-même. En dix ans, la classe moyenne chinoise s'est accrue de 400 millions de personnes sorties ainsi de la misère et de l'insécurité. Et cela est vrai dans tous les pays en développement.

● **Un problème de taille**

L'économie s'est globalisée et des ensembles bien plus puissants que nos États dominent. Nous ne sommes plus un « grand » pays et ne pourrions continuer à peser sur les décisions globales qu'en agissant à l'intérieur d'un ensemble plus grand. Nous avons absolument besoin de l'Europe et elle nous a déjà sauvés à de nombreuses reprises, mais il faut l'achever notamment dans son processus décisionnel qui doit trouver le moyen d'inclure la légitimation des décisions par les citoyens. Ne sous-estimons pas la difficulté de cette nécessaire transition. Notamment pour réaliser enfin l'harmonisation fiscale.

« Nous avons construit un système dans lequel schématiquement ceux qui ont un emploi sont assurés de le garder et ceux qui n'en ont pas sont assurés de ne pas en trouver »

« Aux USA, les 1 % des revenus les plus élevés empochent 20 % du total des revenus. Ils ont accaparé, en 30 ans, 90 % de l'accroissement de richesse produite »



FOTOLIA

« Aux USA, les 1 % des revenus les plus élevés empochent 20 % du total des revenus. Ils ont accaparé en 30 ans 90 % de l'accroissement de richesse produite »

● **Un problème de compétitivité**

Le marché unique nous a apporté un gain substantiel de pouvoir d'achat car l'accroissement de la concurrence a fait baisser les prix et augmenté la diversité du choix. La contrepartie est que pour continuer à exister dans un marché ouvert, il faut être compétitif. Sinon, on ne produit plus rien et on disparaît. En France, le débat public tourne toujours autour de la croissance du pouvoir d'achat. Nous sommes tellement cramponnés à nos avantages acquis qu'il est particulièrement difficile de réduire la dépense publique.

Le total des dépenses publiques et des prestations sociales atteint 60 % du PNB si nous incluons les déficits, soit 10 % de plus que la moyenne européenne : ce n'est plus soutenable d'autant que la productivité effective de ces prélèvements est faible.

Nous avons seulement mais absolument besoin d'être un peu plus travailleurs et un peu plus pragmatiques et d'avoir un débat public plus au fait des réalités du monde.

● **ALAIN HEILBRUNN**

Pour approfondir

L'économie mondialisée, Robert Reich, Dunod, 1993
Supercapitalisme, Robert Reich, Vuibert, 2008
Le jour d'après, Robert Reich, Vuibert, 2011
Le facteur 12 - Pourquoi il faut plafonner les revenus, Gaël Giraud, Cécile Renouard, Éditions Montparnasse, 2013
La fin du travail, Jeremy Rifkin, La Découverte, 1996
Le travail sans qualité, Richard Sennett, Albin Michel, 2010
Quel travail sans croissance ? Projet n° 336-337 octobre-décembre, 2013
Réinventer le travail, Semaines sociales de France, CR de la session 2013, Bayard, 2014
The Precariat, Guy Standing, Bloomsbury Academic, 2011
La Performance, une nouvelle idéologie, Contributions multiples coordonnées par Benoît Heilbrunn, La Découverte, 2004
Redéfinir la prospérité, Isabelle Cassiers, Dominique Meda, etc. Éditions de l'aube, 2011
La France périphérique, Christophe Guilluy, Flammarion, 2014

ANALYSE

Agir pour le bien commun en entreprise

Le bien commun ne relève pas de la seule responsabilité de l'État. L'entreprise est aussi un laboratoire du vivre ensemble, par les marges de manœuvre qu'elle laisse ouvertes et dont chacun pourra se saisir. À l'appui de différents textes du magistère de l'Église catholique, Patricia et Tristan Lormeau montrent la latitude dont l'entreprise dispose pour promouvoir une économie du bien commun en dépit de logiques contradictoires.

Dans la continuité des encycliques sociales précédentes, *Laudato si'* (LS) s'appuie sur la notion de bien commun et dresse un constat sévère sur l'action des grandes entreprises.

● ***Laudato si'*, un constat sévère sur l'action des grandes entreprises**

Celles-ci exercent une emprise sur les infrastructures et les ressources ; leurs profits n'intègrent pas les coûts induits pour l'environnement ; elles recourent parfois à des pratiques qu'elles ne peuvent se permettre dans leur pays d'origine (LS,51). Leurs réponses aux défis de notre temps sont insatisfaisantes : réactions lentes aux défis environnementaux, discours auto-justificatif sur la croissance durable et RSE marketing. Elles peuvent toutefois évoluer sous la pression des consommateurs, d'où l'importance d'un changement dans les styles de vie.

Mais le pape souligne également la nécessité de valoriser le travail, avec comme objectif prioritaire l'accès au travail pour tous. Par son activité, l'entreprise a vocation à servir le bien commun en produisant de la richesse, en

améliorant le monde pour tous, et en créant des postes de travail (LS,129).

● **Les entreprises transnationales : des acteurs massifs soumis à des logiques contradictoires**

Les entreprises transnationales sont devenues des acteurs incontournables du devenir commun. Alors qu'elles se présentent souvent comme des contributeurs au bien commun, elles sont confrontées à des logiques contradictoires.

Certaines logiques orientent leur action vers le court terme : exigences de rentabilité et de croissance immédiates, réduction de la durée de détention des actions, gouvernance centrée sur l'actionnaire avec pour corollaire une rémunération des dirigeants liée à la valeur de l'action, stratégies produit pouvant se révéler contraires à la santé publique.

Mais dans le même temps d'autres logiques ouvrent ces entreprises sur leur environnement. La compétition s'exerce dans un marché global sur lequel une certaine transparence est nécessaire pour accéder aux ressources financières, établir sa réputation vis-à-vis des consommateurs et enfin attirer

« Souvent les entreprises qui agissent ainsi sont des multinationales, qui font ici ce qu'on ne leur permet pas dans des pays développés (LS,51) »



DR
Responsables nationaux depuis l'été 2015, Tristan et Patricia Lormeau sont respectivement DRH dans un grand groupe industriel et banquier-conseil en fusion-acquisition

et retenir des talents. L'approche RSE accélère la prise de conscience de l'interdépendance avec l'environnement. L'émergence d'une gouvernance mondiale favorise l'affirmation de nouveaux acteurs globaux (ONG, fédérations syndicales, BIT) et de normes techniques partagées (ISO).

● **Agir en chrétien au service du bien commun**

Au carrefour de ces logiques, des marges de manœuvre existent pour servir le bien commun. Les chrétiens doivent être présents à tous les niveaux de responsabilité pour les valoriser par leur action. Même si cette action ne fait pas explicitement référence au christianisme, elle peut se traduire par « des gestes quotidiens », pour rompre « la logique de la violence, de l'exploitation, de l'égoïsme » (LS,230). Réussir ce défi suppose que les professionnels chrétiens soient reconnus pour leur compétence, et qu'ils soient suffisamment nombreux et conscients d'eux-mêmes.

« L'émergence d'une gouvernance mondiale favorise l'affirmation de nouveaux acteurs globaux (ONG, fédérations syndicales, BIT) et de normes techniques partagées (ISO) »

« Le manager de proximité est le fantassin du bien commun »

● **À titre d'exemple, trois champs où une action est possible**

Valoriser le rôle du manager de proximité

L'équipe de base, clé de la socialisation au travail, est le premier lieu de construction du bien commun. Qu'il soit responsable d'une agence bancaire ou d'une unité de production, le manager de proximité doit intégrer la diversité de son équipe et de son environnement, les contraintes techniques et économiques, et l'exigence de résultat. Fantassin du bien commun, son rôle n'est pas toujours reconnu. Toutes les actions qui renforcent son autorité, sa compétence et ses moyens contribuent au bien commun.

Rapprocher les décideurs des conséquences réelles de leurs décisions

La globalisation des opérations, associée à la digitalisation, éloigne les décideurs de l'impact réel de leurs décisions, tout en accélérant leur mise en œuvre. Les dirigeants sont appelés à prendre, sur des bases symboliques (présentation Powerpoint, indicateurs de performance, ratio financiers), des décisions dont les conséquences sont, elles, bien réelles. Le service du bien commun suppose de renforcer la relation entre la sphère de décision et la réalité qu'elle affecte : stratégie long terme orientée vers le réel, objectifs non-financiers de rémunération des dirigeants, décentralisation, anticipation de l'impact humain des décisions techniques.

Tisser des liens de solidarité entre l'entreprise et son environnement

Des drames comme celui du Rana Plaza, ont fortement souligné la nécessité pour les entreprises d'intégrer la dimension éthique et environnementale. L'enjeu est d'apporter au territoire autant qu'on en retire, en le transformant et en valorisant les ta-

lents locaux. À travers la notion d'employeur indirect, il devient nécessaire de s'assurer du respect des droits fondamentaux et de la sécurité chez les sous-traitants. Les grandes entreprises contribuent aussi aux règles d'une gouvernance mondiale : Pacte mondial de l'ONU, conventions OIT, principes de l'OCDE. Elles peuvent enfin apporter une contribution décisive à la résolution d'enjeux majeurs comme la destruction de la couche d'ozone, ou l'épidémie d'Ébola.

● **Une parole d'Église pour favoriser la prise de conscience des professionnels chrétiens**

Au-delà de son regard critique, l'encyclique de François reste assez discrète sur le potentiel d'action des entreprises au service du bien commun. Or ce potentiel est grand. Cela met en évidence l'importance d'approfondir la réflexion de l'Église en ce domaine pour une parole publique plus précise. Cette parole est nécessaire à une prise de conscience des professionnels chrétiens de leur responsabilité collective. Dans ce sens, l'Église peut s'appuyer

« Le service du bien commun suppose de renforcer la relation entre la sphère de décision et la réalité qu'elle affecte »

sur les mouvements de professionnels comme le MCC, les EDC et l'ACI, mais aussi « Sant'Egidio » en Italie ou les « Profesionales cristianos » en Espagne. Elle peut valoriser le potentiel de ces mouvements en organisant leur coopération internationale et en développant dans les pays émergents. Elle dispose également de lieux d'éducation et de recherche reconnus dans le monde des affaires (Georgetown, Sophia, Comilas, ESSEC, Loyola college) pour apporter aux dirigeants chrétiens la formation technique, humaine et spirituelle dont ils ont besoin pour agir.

En conclusion, les professionnels et dirigeants chrétiens sont bien présents dans les entreprises. Leur potentiel d'action au service du bien commun est considérable, mais il leur manque une conscience collective et une vision partagée de ce qui est possible. Par son appel à une écologie intégrale, qui embrasse le champ économique, *Laudato si'* les appelle à aller plus loin pour « revaloriser l'amour dans la vie sociale, (...) en en faisant la norme constante et suprême de l'action » (LS,231).

● **TRISTAN ET PATRICIA LORMEAU**

Prière chrétienne avec la création (extrait)

Dieu d'amour, montre-nous notre place dans ce monde comme instrument de ton affection pour tous les êtres de cette terre, parce qu'aucun n'est oublié de toi, illumine les détenteurs du pouvoir et de l'argent pour qu'ils se gardent du péché de l'indifférence, aiment le bien commun, promeuvent les faibles et prennent soin de ce monde que nous habitons.

PAPE FRANÇOIS (LAUDATO SI')



© FLORENCE GIROD

ANALYSE

« Lorsque vivre n'est pas facile, le vivre ensemble en pâtit »

Mgr Georges Pontier a rencontré les participants de l'Université d'été à l'archevêché de Marseille. Il a livré ses réflexions sur deux thèmes en lien avec la session : le « vivre ensemble » à Marseille et la réception de l'encyclique *Laudato si'*. Des participants ont accepté de reprendre pour *Responsables* le contenu de ces échanges à la fois simples et fraternels.



DR

Archevêque de Marseille depuis 2006, membre de la Conférence des responsables de culte en France, Mgr Georges Pontier est le président de la Conférence des évêques de France

Quelques repères sur la ville de Marseille. Héritière d'une histoire plus de deux fois millénaire, Marseille s'est constituée sur un site d'une exceptionnelle beauté, par l'arrivée à son port

« Marseille est une ville mosaïque, sans banlieue, où cohabitent d'importantes communautés dont 200 000 à 250 000 musulmans, 80 000 juifs et 80 000 chrétiens d'origine arménienne »

de vagues d'immigrants et par l'agrégation de villages aux identités marquées. C'est ainsi une ville mosaïque, sans banlieue, où cohabitent d'importantes communautés dont 200 000 à 250 000 musulmans, 80 000 juifs et 80 000 chrétiens d'origine arménienne, qu'unissent l'attachement à la Provence et aux deux emblèmes de Marseille : le premier religieux et visuel, la Bonne Mère (Notre-Dame de la Garde), le second sportif, l'Olympique de Marseille.

● **Vivre ensemble à Marseille**

Une partie de la population marseillaise vit hélas dans des conditions économiques difficiles (RSA, chômage, habitat dégradé) et, lorsque le vivre tout court n'est pas facile, le vivre ensemble, bien sûr, en pâtit : le brassage des couches sociales et des communautés, notamment, est plus limité. Des situations vraiment difficiles sont même à déplorer dans de grandes cités tombées aux mains de l'économie parallèle (commerce de la drogue en particulier) ; le contrôle des accès par des guetteurs, une forme de tension

due à la pauvreté n'ont pour contrepartie positive qu'une vraie solidarité entre personnes de bonne volonté. En regard de ces difficultés, on peut, heureusement, et on doit, mentionner des situations et initiatives favorables au vivre ensemble.

Marseille Espérance, tout d'abord, groupe informel réunissant autour du maire de Marseille les responsables des principales familles spirituelles. Entre autres initiatives, *Marseille Espérance* édite un calendrier mentionnant toutes les fêtes de toutes les religions, signe de l'attention de tous à tous. C'est cependant un groupe à la force peut-être plus symbolique qu'effective, qui ne doit pas éclipser le riche tissu associatif marseillais, actif dans le domaine social et culturel, qui porte au quotidien des fragilités socio-économiques et fait concrètement vivre la diversité.

L'Église catholique de Marseille, d'autre part, elle-même diverse et riche de nombreuses communautés de rite oriental (maronite, melkite, arménienne, assyro-chaldéenne), est très préoccupée par les drames du Proche-Orient. Elle joue actuellement un rôle essentiel pour accueillir les chrétiens émigrés sans cesser d'assurer ses engagements sociaux plus ordinaires, au bénéfice des SDF en particulier.

Les établissements catholiques, par ailleurs, sont paradoxalement un lieu de rencontre du catholicisme et de l'islam, du fait de la forte présence d'élèves musulmans. Leurs parents apprécient la gestion de ces établissements et le cadre spirituel ouvert à l'existence du divin. C'est à l'heure actuelle une deuxième génération d'élèves musulmans qui fréquente ces établissements.

Enfin, quinze communautés religieuses installées dans les cités de la ville sont à la fois un signe de la vocation de l'Église et une force d'action. « Le Rocher » (communauté de l'Emmanuel) ou « La Maison Bernadette » (associée à la fondation d'Auteuil), par exemple,

« Les deux emblèmes de Marseille : la Bonne Mère (Notre-Dame de la Garde), réalité unificatrice quelle que soit la diversité de la population, et l'Olympique de Marseille »

« Dans certaines cités, le contrôle des accès par des guetteurs, une forme de tension due à la pauvreté n'ont pour contrepartie positive qu'une vraie solidarité »

proposent du soutien scolaire, des loisirs, de l'assistance au quotidien.

Comment comprendre la place importante du Front National dans le sud-est de la France ? Cette question de l'auditoire appelle une réflexion sur la mémoire blessée, confuse ou en quelque sorte altérée par les difficultés sociales : réflexe identitaire chez de jeunes musulmans, moins bien intégrés professionnellement en France que leurs parents, qui se préoccupent de conflits anciens (décolonisation) ou lointains (Proche-Orient) qui devraient peu les concerner. Réflexe défensif d'une population issue de familles plus anciennement établies en France qui, confrontée aux mêmes difficultés sociales, rêve d'une France prospère, uniforme et chrétienne, qui sans doute n'a jamais existé. Pour lutter contre le risque de radicalisation, une pédagogie pragmatique, favorisant notamment les rencontres des uns et des autres, est indispensable.

● **La réception de l'encyclique *Laudato si'***

L'encyclique a globalement été très favorablement reçue. Les autorités de l'État et les associations impliquées dans les questions écologiques, en particulier, l'ont accueillie comme un document intéressant et bienvenu avant la conférence COP21.

Les notions d'« écologie intégrale » et de « maison commune » ont été jugées très pertinentes. Peut-on produire toujours plus en altérant notre environnement ? Non, bien sûr. Peut-on sous-traiter sans contrôle des productions à des pays-usines ? Non, bien sûr. Peut-on donner au détenteur du capital l'entière maîtrise des entreprises ? Non, bien sûr. Les questions financières, économiques, sociales, culturelles et écologiques relatives au développement de l'homme ne peuvent être isolées à une époque où le commerce est mondial et l'usage des technologies nouvelles pour partie

dangereux. *Laudato si'* souligne à raison l'intrication de ces domaines.

L'encyclique est sévère quant à la financiarisation de l'économie, à la puissance des grandes entreprises presque affranchies du pouvoir politique, aux effets désastreux de la recherche de profit à court terme. Elle laisse ouverte la question des modifications à apporter à l'économie mondialisée que nous connaissons pour la réorienter au bénéfice durable de tous. Les chrétiens, certainement, ont une place à prendre dans la recherche et la mise en œuvre d'alternatives sérieuses et viables. Par exemple, par les initiatives de patrons et responsables chrétiens, par l'action de leurs associations et, sûrement, par la parole de leurs Églises.

En conclusion, Mgr Pontier a rappelé que « le christianisme est mystique et social. Sous peine de grand péril, il faut toujours tenir l'un et l'autre ».

● **PROPOS RECUEILLIS PAR
JACQUES PETER, FLORENCE GIROD
ET AGNÈS FONTAINE**

La métropole d'Aix-Marseille-Provence à la recherche du bien commun

Créer des emplois pour tous, dynamiser l'économie, vaincre le chômage, réduire la pauvreté, faciliter les déplacements : tels sont les objectifs du projet de métropole qui regroupera à terme les 6 intercommunalités de ce vaste territoire multipolaire de 3 100 Km², regroupant 92 communes pour 1,8 million d'habitants. Cet espace de vie et d'intenses déplacements quotidiens concentre de forts écarts de revenus entre habitants, de potentiel fiscal entre communes et de dynamisme entre entreprises. De telles inégalités justifient la réflexion à mener en vue du « *bien commun* » (*Compendium de la doctrine sociale*, 193).

Selon moi, ce sont les valeurs fondamentales de la vie sociale qui donneront sens au projet métropolitain : « la vérité, la liberté, la justice et l'amour » car « toutes les valeurs sociales sont inhérentes à la dignité de la personne humaine dont elles favorisent le développement authentique » (197).

Les chrétiens parlent de charité, les laïcs de solidarité mais il s'agit du même référentiel. Pour réussir, la politique sociale et économique d'Aix-Marseille-Provence métropole doit rechercher « le bien pour la communauté dans son ensemble » (208) et placer la solidarité au cœur de son projet : solidarité entre les communes à faible potentiel financier et les autres, solidarité entre les ménages aisés et les familles pauvres, solidarité entre les entreprises performantes et celles qui le sont moins. Car il existe « des liens étroits entre solidarité et bien commun, solidarité et destination universelle des biens, solidarité et égalité entre les hommes et les peuples, solidarité et paix dans le monde » comme nous le rappelle la doctrine sociale de l'Église (194).

**PHILIPPE LANGEVIN,
CONSEIL DIOCÉSAIN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Lire la version intégrale : [Une lecture d'Aix-Marseille-Provence-Métropole à la lumière de la doctrine sociale de l'Église](#)

TÉMOIGNAGE

À la rencontre des musulmans, nos frères

Chaque jour, des personnes de bonne volonté, chrétiennes ou musulmanes, prennent le chemin du dialogue interreligieux. Artisan d'un vivre ensemble à leur image, Raphaël Deillon partage son expérience de missionnaire en Afrique qui l'a mené d'Annecy à Ouargla, à l'époque petite bourgade à 800 km au sud d'Alger où il fait l'apprentissage de la rencontre de l'autre, de l'échange, de « l'ailleurs ». Un témoignage à la fois humain, spirituel et « géopolitique ».



Responsables

Le monde musulman vous attire depuis toujours. À quand remonte votre premier contact ?

Raphaël Deillon. Il date de mes plus jeunes années. La curiosité de l'adolescent que j'étais m'a conduit à me rapprocher de ceux qu'on appelait alors les Nord-Africains et dont on ne connaissait que l'ardeur au travail et les restrictions imposées par leur religion. J'ai tout de suite ressenti une amitié pour eux que je savais isolés. Près du séminaire d'Annecy où je faisais ma formation, des travailleurs maghrébins vivaient avec leur famille dans de petits baraquements. Par amitié j'ai continué à les fréquenter.



Responsables

Qu'est-ce qui vous pousse à vous rapprocher de ce monde ?

R. D. Le désir de créer des liens comme le dit si bien Antoine de Saint-Exupéry quand le Petit Prince parle au renard. On dirait aujourd'hui : « faire société ». Je vous rappelle leur échange :
« Viens jouer avec moi. Je suis tellement triste...
- Je ne peux pas, dit le renard. Je ne suis pas apprivoisé
- Qu'est ce que signifie « apprivoiser » ? [...] »

« J'ai tout de suite ressenti une amitié pour ceux qu'on appelait alors les Nord-Africains et dont on ne connaissait que l'ardeur au travail et les restrictions imposées par leur religion : je les savais isolés »



Après 25 ans en Algérie, Raphaël Deillon, Père Blanc, a été responsable de sa congrégation en Suisse et à Rome et réside aujourd'hui dans les quartiers Nord de Marseille

- C'est une chose trop oubliée, dit le renard. Ça signifie créer des liens... Tu vois, tu n'es encore pour moi qu'un petit garçon semblable à cent mille petits garçons. [...] Mais, si tu m'apprivoises, nous aurons besoin l'un de l'autre... ».

Je prends alors la décision de partir en coopération... créer des liens. L'Esprit Saint avait justement écrit une annonce dans *La Croix* : « Pères Blancs cherchent maître d'internat pour Centre de formation professionnelle, Ouargla, Sahara. »

Le temps de chercher Ouargla sur une carte, de coacher ma famille, de trouver une association pour me payer le billet et me voici à l'aéroport. J'ai 22 ans et n'ai jamais quitté mon pays. Mais j'ai l'Esprit Saint comme guide. J'arrive à Alger, trois ans après la fin d'une terrible guerre et deux mois après le coup d'État de Boumediène (en 1965). Ma petite valise m'est arrachée des mains par des gosses qui me précipitent vers un bus : « Tu vas où ? » L'amabilité des gens, l'innocence de la jeunesse, la confiance en Dieu... En quelques minutes je suis chez les Pères Blancs.



Responsables

Concrètement, comment allez-vous à leur rencontre ?

R. D. Quelques semaines de préparation avec d'autres ingénus comme moi, et me voilà embarqué dans un taxi collectif à 800 kilomètres d'Alger ! Le surlendemain, je prends la responsabilité de 40 jeunes de toutes les oasis environnantes. Je dois assurer l'intendance, organiser les loisirs, instaurer une discipline dans l'école. Très vite j'ai aimé cette complicité avec les moniteurs algériens, le cuisinier, l'homme à tout faire... Langue, religion, couleurs, tout était différent mais tout était beau. Je découvrais l'ailleurs et je créais des liens. J'apprenais à respecter une expression de foi différente. Et ce respect pour ceux dont j'avais la charge me les rendait plus proches, me confortant dans l'idée que chrétiens et musulmans ont quelque chose à partager. J'ai ensuite appris l'arabe et passé une licence d'anglais pour être enseignant. J'ai vécu des années formidables d'amitié avec professeurs, élèves et leurs familles à Ouargla, El Bayadh, Ghardaïa. Un partage de vie à tous niveaux, gardé en souvenir pour les moments plus difficiles de la rencontre.



Responsables

Justement, parlez-nous de ces moments plus difficiles...

R. D. J'ai vécu les premiers mouvements d'extrémisme en Algérie, fin des années 70, alors que j'enseignais dans

un lycée. Jamais on n'aurait pensé qu'une telle vague fondamentaliste pouvait émerger un jour dans ce pays gagné d'une protection sécuritaire très serrée. Jamais on n'aurait pensé que la population, réputée pacifique et respectueuse des traditions d'accueil de l'étranger puisse recéler en son sein des éléments aussi violents.

L'injustice, le ras-le-bol de jeunes sans avenir, la recherche d'identité attisée dans les établissements scolaires par des coopérants envoyés du Moyen-Orient parce qu'indésirables chez eux pour leur vues extrémistes ont développé un désir de revanche. On voulait en finir avec un régime totalitaire. On voulait un changement si possible inspiré de l'islam. Les manipulateurs ont su alors se placer et organiser des mois durant des manifestations chaque jour plus grandes. Le déclenchement des violences a pris sa pleine ampleur quand les masses de ces mécontents galvanisés par quelques leaders du Front islamique du salut (FIS) se sont vus voler leur succès dans les urnes par le parti FLN jusque-là ultra majoritaire. On sait ce qu'a donné l'annulation du scrutin par le pouvoir : une violence inouïe, des morts chaque jour, chaque nuit, et un bilan de 10 ans de guerre civile se soldant par plus de 150 000 morts.



Responsables

Êtes-vous optimiste pour l'avenir ?

R. D. Je crois que cette dangerosité peut gagner certains pays européens si on laisse libre accès aux exagérations d'individus manipulés. Le monde a changé, les appels sur les réseaux sociaux à la conquête du monde par des jeunes en quête de reconnaissance sociale, religieuse, humaine, sont redoutables. Des provocateurs surfent sur la vague des mécontents, des ratés, des idéalistes et de ceux qui cherchent encore et toujours l'identité qu'on leur a ravie. Ils n'ont pas tous les mêmes raisons de se lier autour de la même cause, mais la plupart ont au fond de leur inconscient ce vieux désir que tout croyant convaincu caresse dans son cœur qu'un jour le monde entier

« L'Esprit Saint avait justement écrit une annonce dans La Croix : 'Pères Blancs cherchent maître d'internat pour Centre de formation professionnelle, Ouargla, Sahara' »

« Ce qui me pousse à me rapprocher de ce monde ? Le désir de créer des liens comme le dit si bien Antoine de Saint-Exupéry. On dirait aujourd'hui : 'faire société' »

pense et croit comme eux. Les plus pacifiques en oublieraient d'être tolérants, les plus fervents y trouvent une raison d'espérer « le grand soir de l'islam ».

Nos gouvernements ne se rendent-ils pas coupables en signant des contrats économiques avec des pays fomenteurs de fondamentalisme qu'ils combattent eux-mêmes dans leurs propres pays ?



Responsables

Vous organisez des rencontres interreligieuses. Expliquez-nous leur objet.

R. D. Après les colloques internationaux, souvent piégés par le politique, nous sommes passés aux forums organisés par le Service pour les Relations avec l'Islam qui a sa commission dans pratiquement chaque diocèse. Le dernier a réuni à Marseille en juin cinquante musulmans et chrétiens, avec pour thème : « comment exprimer la voix du spirituel dans un monde de plus en plus matérialiste »?

D'autres manifestations ont lieu dans l'année : la Semaine de rencontre islamo-chrétienne (SERIC) où chrétiens et musulmans intensifient rencontres, visites réciproques des lieux de culte, films, pièces de théâtre sur l'interreligieux...

Un groupe de prêtres et d'imams, se réunit régulièrement une fois chez les uns, une fois chez les autres. Je fais partie de ce groupe avec cinq ou six autres confrères prêtres du diocèse. Les thèmes de discussion sont variés : monothéisme musulman et monothéisme chrétien, la prière, les Saintes Écritures de l'autre... Chacun témoigne de sa foi sans se cacher. Maintenant qu'on se connaît bien, le temps est venu de faire quelque chose ensemble pour témoigner que nous pouvons travailler main dans la main...

Apprivoiser, c'est créer des liens, disait le renard... À nous d'inventer ces liens qui permettront aux personnes de toutes religions de ne jamais baisser les bras devant les oiseaux de mauvais augure qui prédisent le chaos alors qu'on peut très bien « faire société ensemble ».



Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, Marseille

© ACP

Sur la toile, l'intégration par l'éducation ?

Soirée ciné ce vendredi d'août de l'Université d'été 2015. *Entre les murs*, film du jeune cinéaste français Laurent Cantet, est projeté. Chronique d'une classe de 4ème le temps d'une année scolaire, il met en scène dans une confrontation constante, un professeur de français optimiste et de bonne volonté, et ses 24 élèves à l'énergie débordante, plus ou moins bons, plus ou moins indisciplinés d'un collège difficile du 19ème arrondissement de Paris.

Dans la salle, le débat s'instaure. L'un des spectateurs s'étonne que des cours puissent se dérouler ainsi en France. La plupart assure cependant avoir entendu le témoignage similaire de professeurs de banlieues... Des situations où les problèmes considérables de discipline, le manque d'intérêt pour les cours, l'ennui même des élèves empêchent les apprentissages. Constamment mis à l'épreuve par des élèves qui ne l'écoutent pas, l'interrompent, refusent d'obéir, le prof est vite dépassé. La salle est unanime à penser qu'il se met trop souvent à leur niveau, en voulant être leur ami. Ce film démontre l'échec des relations d'un professeur/copain avec ses élèves : François n'est reconnu ni comme transmetteur de savoirs, ni comme adulte ou éducateur situé à sa place. Face à de tels mélanges de nationalités et de cultures, il faudrait accorder une attention particulière à chaque élève pour analyser et intervenir sur l'origine de ses difficultés. Mais le professeur ne prend pas vraiment le temps de le faire.

Une fois plongé à l'intérieur de la classe, le spectateur n'en sortira plus : les murs de l'école font écho aux murs sociétaux qui font obstacle à l'intégration. Comme le remarque l'un parmi nous, la seule ouverture sur le monde est le football, lorsque Carl, antillais, apporte son soutien à l'équipe de Côte d'Ivoire.

CHIARA MANIERO, ORGANISATRICE DE LA SOIRÉE

REPÈRES

Azzedine Aïnouche, responsable religieux musulman

Au cours de la matinée à l'évêché de Marseille, l'Université d'été a accueilli Raphaël Deillon, Père Blanc riche d'une longue expérience d'enseignement au Maghreb, et Azzedine Aïnouche, directeur de l'Institut méditerranéen d'études musulmanes (IMEM), membre de la commission du dialogue du ministère de l'Intérieur. Florence Girod revient sur quelques moments phares d'un dialogue fraternel partagé avec un auditoire attentif.

Le dialogue interreligieux se vit dans des rencontres régulières entre des prêtres et des cadres religieux musulmans investis de responsabilités diverses dans l'Islam qui, à la différence du monde chrétien et notamment du catholicisme, n'est pas structuré autour d'un corps de clercs.

● **La rencontre interreligieuse**

Ces rencontres sont de niveau international, national et régional, telle la Semaine de la rencontre islamo-chrétienne (SERIC), organisée à l'initiative du Groupe d'amitié islamo-chrétienne (GAIC) qui regroupe des croyants chrétiens et musulmans. Elles permettent de créer des liens, de découvrir l'ailleurs d'une autre foi, d'expérimenter concrètement que quelque chose peut se vivre entre croyants de religion différente.

Si le dialogue de terrain est une préoccupation partagée par tous, Azzedine Aïnouche observe que la rencontre

« Les rencontres interreligieuses permettent de découvrir l'ailleurs d'une autre foi, d'expérimenter concrètement que quelque chose peut se vivre entre croyants de religion différente »

interreligieuse se fait toujours à l'initiative des chrétiens. Comme si le rapprochement interreligieux n'était pas prioritaire lorsque l'islam vécu en terre non musulmane se trouve confronté d'abord à des soucis internes (intégration, risque d'amalgame, question des lieux de culte, prévention des dérives...).

Or, le dialogue interreligieux porte ses fruits dans la découverte de l'autre mais aussi dans le rapport à sa propre foi, comme l'a découvert Azzedine Aïnouche qui confie avoir approfondi la valeur du mot « Amour » dans le Coran à la lumière de ses rencontres avec les chrétiens.

● **Les risques de dérives du radicalisme**

Dans le contexte actuel d'une France confrontée à des actions violentes qui atteigne sa capacité de vivre ensemble, le dialogue islamo-chrétien n'échappe pas à la question des risques de dérive liés au radicalisme.



BR

Azzedine Ainouche est le vice-président de l'association de la mosquée Islâh à Marseille qu'il représente au bureau exécutif du Conseil français du culte musulman (CFCM)

Les racines du phénomène ne sont pas nationales mais trouvent leur origine dans les pays musulmans eux-mêmes. Son terrain le plus favorable est celui de l'injustice sociale et de la frustration économique, voire politique, ressentie par des populations – souvent jeunes – en quête de reconnaissance sociale, religieuse et humaine. Il s'agit d'abord d'une crise identitaire et le religieux devient une tribune par laquelle s'exprime un désarroi, vécu comme un désir de revanche.

La transposition des dérives fondamentalistes sur le sol français peut également se lire au regard de causes prioritairement économiques et culturelles : lorsque les difficultés à s'insérer dans le monde du travail se conjuguent avec le sentiment d'une citoyenneté au rabais, les lieux de réussite ne se trouvent plus dans les valeurs partagées mais aux marges de la communauté nationale : argent de la drogue, ghettoïsation, violence...

« Le terrain le plus favorable du radicalisme est celui de l'injustice sociale et de la frustration économique voire politique ressentie par des populations en quête de reconnaissance »

« La diversité des courants internes du monde musulman est une réalité communautaire qu'il appartient en premier lieu aux musulmans de traiter »

● **Laïcité et diversité interne du monde musulman**

Pour Azzedine Ainouche, la relation entre les pouvoirs publics et les musulmans sur la question de la laïcité est ambiguë. D'un côté, le politique et les médias peuvent utiliser la référence à la laïcité pour stigmatiser des populations amalgamées à tort à des violences qui ne sont pas les leurs. De l'autre, un effort important est fait par l'État pour reconnaître la place de l'islam dans la communauté nationale, mais souvent au prix d'une intervention ressentie par les responsables musulmans comme une intrusion dans un domaine qui leur est propre ; ainsi en est-il de la participation systématique d'un représentant du ministère de l'Intérieur – chargé des cultes – dans les réunions des instances du culte musulman.

Cette question rejoint celle de la représentativité du monde musulman. La diversité de ses courants internes est une réalité communautaire qu'il appartient en premier lieu aux musulmans de traiter. On peut citer, par exemple, le projet de construction de la grande mosquée de Marseille et la question de la part des financements étrangers en complément de la participation essentielle – et majoritaire – des fidèles pour la construction de lieux de culte. À cet égard, les musulmans sont en demande de neutralité et d'un strict respect de la laïcité afin de bénéficier, au sein de la communauté nationale, d'un traitement semblable à celui d'autres des religions pratiquées en France.

● **PROPOS RECUEILLIS PAR FLORENCE GIROD**

REPÈRES

Quels fruits spirituels pour nous ?

Retour sur l'actualité, introduction à la doctrine sociale de l'Église, lecture de l'encyclique *Laudato si'* et de l'exhortation apostolique *Evangelii gaudium* du pape François, rencontre d'acteurs engagés à Marseille... : ces moments de l'Université d'été, d'une grande richesse, nous ont permis de réfléchir à ce que « faire société » veut dire. Quels fruits spirituels pouvons-nous en retirer pour l'année qui s'ouvre ? Une des participantes, Agnès Fontaine, nous offre son regard.



© FLORENCE GIROD

Notre-Dame de la Garde - Marseille

Lorsqu'on parle de « *Faire société* », on fait essentiellement référence à la question du multiculturalisme et au problème de l'intégration, qui ne cesse d'alimenter les débats publics, en particulier depuis les événements fortement médiatisés de janvier 2015. Rappelons simplement que sur cette question, la pensée politique est partagée entre deux approches : l'approche selon laquelle intégration rime avec assimilation (déve-

loppée en France dans les années 70) et l'approche selon laquelle intégration signifie juxtaposition (développée aux États-Unis dans les années 80). Chacun des deux modèles est bien sûr susceptible d'aménagements, en fonction de la culture locale et en particulier de sa conception des rapports entre sphère publique et sphère privée. Il se trouve que notre modèle français d'assimilation, tout comme le modèle américain de mixité, rencontre actuellement ses limites. C'est donc l'un des principaux défis politiques du XXI^{ème} siècle que de créer un nouveau modèle, qui sache tirer les leçons des deux précédents.



De la peur à l'espérance

Dans ce débat, la norme sociale est problématique, elle ne fait plus l'objet d'un accord tacite mais elle devient le sujet d'une contestation explicite, menaçant la cohésion sociale. Le ferment de cette cohésion, c'est la solidarité. Or, pour la doctrine sociale de l'Église dont elle est un des piliers, la solidarité doit amener chacun à contribuer au bien commun de la société. En tant que chrétiens, nous avons donc un message à transmettre. Cet été, nous n'avons pas évoqué LE « vivre-ensemble », car c'est quand on ne sait plus vivre ensemble, que cela ne va plus de soi, qu'on

« Le multiculturalisme bouleverse nos certitudes et nos repères. Il menace notre confort et parfois même la satisfaction de l'un de nos besoins élémentaires, la sécurité »



Diplômée de l'Université de Paris III-Sorbonne Nouvelle, Agnès Fontaine est responsable éditoriale chez Eyrolles

évoque ce concept, réponse vide à une question complexe ; le verbe, actif, fait alors place à la tournure nominale, abstraite. Confiant dans la sagesse des Évangiles, nous avons choisi la tournure active, acceptant ce qui est et espérant ce qui vient, de façon libre, volontaire et engagée. Face à une réalité qui nous dépasse, parfois douloureuse, embrouillée et menaçante, notre foi nous a conduits à faire un pari, celui de l'espérance. Ce choix se fonde sur trois piliers : le désir, l'appel et l'humilité.



Du besoin au désir

Le multiculturalisme bouleverse nos certitudes, nos habitudes et nos repères. Il menace notre confort et parfois même la satisfaction de l'un de nos besoins élémentaires, la sécurité ; « on peut rire de tout mais pas avec tout le monde », pour reprendre Pierre Desproges, c'est ce qu'a appris Charlie. S'il est légitime de chercher en premier lieu à satisfaire ce besoin, reste à savoir comment. Est-ce au mépris de la diversité de nos traditions ? Dans le déni de notre mixité spirituelle ? Notre besoin immédiat est-il véritablement le critère d'une solution d'avenir ? L'Évangile

« Les tensions sociales, si elles ne sont pas subies comme des provocations, sont autant d'invitations à répondre à l'appel que Dieu nous adresse »

« C'est lorsque la réalité nous échappe, que nous lâchons enfin prise, que peut intervenir le Seigneur »

de la Samaritaine est particulièrement éclairant sur ce point (Jn 4,5-42). Il nous invite à dépasser nos besoins, souvent contraignants, pour accéder au désir que Dieu a mis en nous : « quiconque boit de cette eau aura de nouveau soif ; mais celui qui boira de l'eau que moi je lui donnerai n'aura plus jamais soif ; et l'eau que je lui donnerai deviendra en lui une source d'eau jaillissant pour la vie éternelle. »



De la détresse à l'appel

Les tensions sociales, si elles ne sont pas subies comme des provocations, sont autant d'invitations à répondre à l'appel que Dieu nous adresse. Sommes-nous au clair sur nos valeurs ? Nous engageons-nous pour les défendre ? L'Évangile de la pêche miraculeuse est très édifiant en la matière (Lc 5,1-11). Les circonstances ne sont pas favorables et Jésus, qui n'a aucune compétence technique, invite ses disciples à œuvrer en dépit du bon sens : « Avance là où l'eau est profonde et jette tes filets pour pêcher. » On ne pêche pas en eau profonde... sauf peut-être dans l'adversité, l'épreuve et le dénuement. C'est lorsque la réalité nous échappe, que nous lâchons enfin prise, que peut intervenir le Seigneur. Comme Simon, nous sommes invités à redoubler de confiance et à partir en mission : « n'aie pas peur, désormais tu seras pêcheur d'hommes ».



Une leçon d'humilité

L'Église elle-même ne semble pas épargnée par les divisions. À l'issue d'un synode agité, nous sommes invités à nous examiner. Savons-nous vivre ensemble dans l'Église ? Ne sommes-nous pas actuellement fortement divisés sur les questions de société ? Si l'Ennemi nous tente de l'intérieur, c'est au creux de nos consciences et au fond de nos cœurs que nous devons commencer par livrer combat.

● **AGNÈS FONTAINE**

REPÈRES

La doctrine sociale de l'Église pour nous aider

La doctrine sociale au secours du vivre ensemble ? Forgés dès la fin du XIX^e siècle par Léon XIII dans son encyclique *Rerum novarum* et développés ensuite dans de multiples textes du magistère, les principes de l'enseignement social chrétien ont été conçus pour promouvoir la justice sociale dans un contexte marqué par la révolution industrielle. Aujourd'hui quels enseignements utiles pour faire société pouvons-nous en tirer ?

Avec Grégoire Catta s.j., chercheur au Centre de recherche et d'action sociales (Ceras).

Comment faire société, en France en 2015 ? En puisant dans la tradition du discours social de l'Église – sa « doctrine » sociale – n'y aurait-il pas quelques principes pour nous aider à réfléchir et avancer, pour stimuler notre réflexion mais aussi faciliter le discernement pour des décisions et des actions ? Considérons-en trois qui bien plus que des simples « principes » à appliquer sont également des dispositions à cultiver, des chemins à prendre.

● Solidarité

Bien sûr, comme êtres humains nous sommes inter-dépendants. Nous ne pouvons vivre isolés. Cependant la solidarité comme principe et vertu va bien au-delà de ce constat. Elle invite à prendre une part active dans la construction de ce monde commun où nous vivons, à développer et solidifier ces liens naturels qui nous unissent, « en vue du bien commun », pour que chacun et chacune réalise plus pleinement sa vocation humaine, pour que la dignité de tous soit promue. Il s'agit, comme le dit saint Jean-Paul II, de se « sentir responsable de

« Se sentir responsable de tous, développer la conscience de ce que nous avons en commun, et la conscience que les injustices subies par d'autres nous touchent »

tous », de développer la conscience de ce que nous avons en commun, de développer aussi la conscience que les injustices, les violences subies par d'autres nous touchent. Et donc, de refuser une éthique individualiste qui ignore ceux qui sont en dehors de nos cercles proches. Dans la foi chrétienne, la solidarité est une manière d'exprimer le déploiement de notre vocation humaine à devenir authentiquement fils et filles d'un même Père, frères et sœurs en Christ, unis dans un même esprit, à l'image d'un Dieu Trinité.

● Subsidiarité

La solidarité va toujours de pair avec la subsidiarité. La subsidiarité est le principe selon lequel dans une organisation hiérarchique, aucun échelon ne doit faire ce qu'un échelon inférieur peut réaliser par lui-même. À l'inverse, quand des situations dépassent les possibilités d'action de l'échelon inférieur, c'est la responsabilité de l'échelon supérieur, pour le bien de tous, de s'en charger. Par exemple, il n'est pas acceptable que l'État s'immisce fortement dans l'éducation des enfants au point

de décider où ils doivent passer leurs vacances ou quelle religion ils doivent embrasser. En revanche, quand il y a un maltraitance d'un enfant, il est du devoir de la collectivité d'intervenir. Le principe de subsidiarité souligne que chacun ou chacune, et aussi chaque groupe, a des potentialités et des spécificités qu'il faut valoriser et protéger sinon on risque de basculer dans la domination qui est finalement une négation des personnes et leur réduction au statut d'objet. C'est le principe que l'on peut associer avec différentes attitudes telles que responsabiliser, faire confiance, laisser grandir, ou donner la parole... N'est-ce pas la manière de procéder de Jésus dans les Évangiles ? Lui qui relève la femme courbée, guérit les lépreux pour qu'ils reprennent leur place dans la société, envoie ses disciples en mission par deux et finalement rejoint son Père à l'Ascension laissant l'Esprit se répandre pour que la Bonne Nouvelle soit annoncée jusqu'aux limites de la terre.

● **Option préférentielle pour les pauvres**

Mettre les pauvres – les petits, les exclus, ceux qui sont sans-voix ou laissés pour compte – au centre de nos préoccupations et de nos combats, « opter pour eux », c'est reconnaître que Dieu lui-même agit de cette façon. Dans l'Ancien Testament, Dieu est celui qui libère son peuple de l'esclavage en Égypte, qui protège la veuve, l'orphelin et l'étranger et qui reproche constamment à Israël, par la voix des prophètes, de ne pas pratiquer la justice. Jésus, dans l'Évangile, apparaît également comme celui qui accueille les pauvres et les exclus afin de les nourrir, de les guérir, de les relever. Il est celui qui par excellence se fait proche des petits. Il nous dit même dans la parabole du jugement dernier que ce que nous faisons aux plus petits c'est à lui que nous le faisons. Lorsque nous désirons suivre Jésus nous sommes donc conduits aux pauvres par

« Il s'agit de refuser une éthique individualiste qui ignore ceux qui sont en dehors de mes cercles proches »

« Le principe de subsidiarité souligne que chacun ou chacune, et aussi chaque groupe, a des potentialités et des spécificités qu'il faut valoriser et protéger »



DRK

Grégoire Catta s.j. est chercheur au Centre de recherche et d'action sociales (Ceras) et professeur de théologie au Centre Sèvres – Facultés jésuites de Paris

lui. Réciproquement, en rencontrant les pauvres nous rencontrons le Christ. « Opter pour les pauvres » c'est aussi reconnaître, comme le pape François nous y invite, qu'« ils ont beaucoup à nous enseigner ».

Et si, pour faire mieux société, nous entrons davantage en « solidarité » avec les plus pauvres et les plus fragiles ? Et si nous pratiquions davantage de « subsidiarité » pour leur donner leur place ? Et si nous « options » plus résolument pour eux ?

● **GRÉGOIRE CATTÀ**

Pour aller plus loin : articles *Solidarité, Subsidiarité, Option préférentielle pour les pauvres*, sur www.doctrine-sociale-catholique.fr

**Prochain n° 430
1er trimestre 2016**

**Préparer le Congrès :
Accélérer, jusqu'où ?
L'Homme au coeur du
Mouvement**

vie d'équipe

Comment la rencontre avec d'autres croyants ravive ma foi ?

Notre vie nous donne de multiples expériences de rencontres avec d'autres croyants : clients, sous-traitants, collègues de travail, administration, activités sportives, vacances et vie sociale... Quelle invitation à prendre en compte ceux à la fois différents et identiques qui m'entourent, et à me laisser « dérouter », je saisis ?

1^{er} temps

Comprendre

Quelles particularités constituent cet « autre » qui m'interpelle ?

- Différences sociales et professionnelles : comment suis-je « travaillé » par la mosaïque d'origines et traditions familiales ; niveaux d'éducation - formation ; relations hommes - femmes ; richesses et niveaux de vie ; métiers et positions hiérarchiques de ceux qui m'entourent ?
- Différences culturelles : suis-je sensible/attentif aux et respectueux des visions humaines très différentes vis-à-vis de la relation au temps, au pouvoir, au groupe, au risque et à l'incertitude, au plaisir, à l'effort : toutes ces « valeurs » qui « fondent » différemment les personnes selon leurs origines ?
- Différences de croyances religieuses : sources de tensions - caricatures - méfiances ou richesse à recevoir et partager pour aller plus loin sur mon chemin de vie ?

Au-delà de ces différences, qu'est-ce que je partage avec l'autre ?

2^e temps

Discerner

Dieu est présent à tout homme dès sa conception et donc bien avant qu'il

● BRUNO ET JOCELYNE BOULNOIS

puisse « appartenir » à une famille, une nationalité, une religion.

Méditer cette parole du Christ : « que votre cœur ne se trouble point. Croyez en Dieu, et croyez en moi. Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Père. Si cela n'était pas, je vous l'aurais dit » (*Jn 14,1-2*). On pourra lire aussi le *psaume 138,15-16*.

Le respect profond de la manière dont les autres « disent » leur expérience spirituelle, rejoint cette dignité qui est au cœur de chacun et du mystère qui le fait vivre. Essayer d'entrer dans ce mystère c'est « puiser à l'unique source » sans ignorer les différentes manières et les divers récipients. C'est en quelque sorte « mendier sa nourriture dans le temple de l'autre ».

3^e temps

Agir

Lorsque je rencontre des croyants d'autres religions, leur manière de prier, leurs rites, leurs exercices de piété et de dévotion, leur éthique m'interrogent-ils ? Comment je prends le temps de comprendre, d'approfondir, de partager ensemble nos foies respectives ?